

Les JO n'ont pas la cote dans l'arc alpin

En quelques mois, la Suisse et l'Allemagne ont dû renoncer à se porter candidates pour les Jeux olympiques d'hiver, comme l'Autriche pour les jeux d'été, faute de soutien des populations. Consultées pour l'occasion, elles ont exprimé leur refus de la formule actuelle des jeux et du dictat imposé par le Comité international olympique.

Le 10 novembre 2013, Munich s'est prononcée par référendum à 52 % contre une candidature aux Jeux olympiques d'hiver de 2022. Même verdict dans les autres territoires de la région bavaroise, à Traunstein (59 %), Berchtesgaden (54 %) et dans la station de Garmisch-Partenkirchen (51 %), hôte des JO de 1936. Une victoire pour Andreas Keller du mouvement Nolympia, qui dénonçait le gigantisme des jeux inadapté aux vallées. Et des regrets pour Heinz Mohr, représentant d'OlympJa, qui affirmait que les infrastructures existantes seraient suffisantes et que seules des améliorations seraient à envisager. L'argument des jeux « à taille humaine » n'aura pas convaincu. « Le CIO peut à tout moment changer les termes du contrat de façon unilatérale », rappelle Claire Simon, directrice de la Commission internationale pour la protection des Alpes (CIPRA). A Sotchi, douze compétitions ont été ajoutées après la signature du contrat, précise l'association. Charge à l'organisateur de trouver la place et de construire les équipements nécessaires. Autre contrainte : les communes doivent garantir l'enneigement, à grands renforts de canons et retenues collinaires. Pour Ludwig Hartmann, leader des Verts au parlement bavarois et porte-parole de Nolympia, « ce vote n'est pas dirigé contre le sport, mais est une réponse claire contre l'appât du gain et le manque de transparence du CIO ». Le risque d'endettement des communes inquiète et le contrat imposé par le CIO est jugé trop contraignant. « C'est un contrat à sens unique, avec presque aucun droit pour la ville hôte et beaucoup de devoirs » dénonce le philosophe Gunter Gebauer, professeur d'université à Berlin et spécialiste des questions de sports. La ville hôte doit assumer tout déficit lié à l'organisation des jeux. Barbara Wülser de la CIPRA rappelle que « cette folie économique et écologique a valu aux communes piémontaises des déficits de l'ordre du milliard, dont elles subissent encore les conséquences ».

Des positions également exprimées par les Suisses qui, quelques mois plus tôt, ont mené campagne contre la candidature des Grisons derrière Olympia Nein. Son coordinateur, Stefan Grass, dénonce le caractère anti-démocratique du contrat du CIO dans lequel « la ville hôte n'a pas son mot à dire ». Le conseil fédéral helvétique était disposé à endosser les risques financiers, l'ensemble du projet étant estimé à 2,8 milliards de francs suisses (2,2 milliards d'euros), dont 60 millions pour la seule candidature. Lors de la votation du 3 mars 2013, le canton

des Grisons s'est prononcé à 52% contre les jeux, malgré les votes favorables de Davos et Saint-Moritz, qui avait accueilli les olympiades de 1928 et 1948. Les Verts ont annoncé le dépôt d'une initiative parlementaire « pour demander au Conseil Fédéral d'intervenir auprès du CIO en faveur d'une nouvelle stratégie olympique plus durable (...) Les jeux olympiques devraient pouvoir être organisés par plusieurs pays, afin d'utiliser les infrastructures existantes et réduire les risques financiers pour les contribuables ». Témoignant d'une classe politique divisée sur le sujet, la députée socialiste Silva Semadeni déclarait : « Nous pouvons désormais nous préoccuper des véritables besoins des Grisons et développer des stratégies vraiment durables ». Quelques jours après le vote suisse, la population de Vienne en Autriche s'est déclarée à 72% contre une candidature de la ville aux jeux d'été de 2028. Le pays avait accueilli les jeux d'hiver, à Innsbruck, en 1964 et 1976.

Si les questions économiques sont au cœur de ces votes, les enjeux environnementaux font aussi partie du débat. En Suisse, le WWF, ProNatura ou l'Association transports et environnement (ATE) ont milité aux côtés d'Olympia Nein. En Allemagne, plusieurs associations ont rejoint le mouvement Nolympia. « Le consensus est de plus en plus fort parmi les associations de protection de l'environnement pour rejeter les jeux olympiques dans leur forme actuelle », confirme Claire Simon. A l'occasion de la candidature d'Annecy pour les JO de 2018, la CIPRA avait claqué la porte de l'organisation, refusant de servir de caution écologique à des jeux réfractaires à toute concession environnementale. Mountain Wilderness avait dénoncé un bétonnage irrémédiable de la montagne. La surenchère d'infrastructures est au centre des inquiétudes. « Beaucoup restent en l'état et pourrissent tranquillement », affirme l'association. Quatre ans après les jeux de Turin (2006), le directeur italien de la CIPRA Francesco Pastorelli tirait un constat amer : « Les tremplins de sauts à skis ont coûté à eux seuls 35 millions d'euros. La piste de bob pèse 60 millions dans le budget. Son entretien engloutit annuellement 1,6 à 2,2 millions d'euros. Les frais entraînés par la dégradation de l'environnement ne sont pas inclus ».

La CIPRA veut lancer une réflexion internationale sur les JO. D'ici là, « les Alpes entières doivent rester une zone exempte de Jeux olympiques » a déclaré Axel Doering, de la Ligue bavaroise pour la protection de la nature. Pour Wolfgang Zängl, de la Société allemande pour la recherche écologique, il faut tout simplement mettre un terme aux JO. Encore faudra-t-il que l'on permette aux citoyens de donner leur avis, comme l'ont fait la Suisse, l'Autriche et l'Allemagne. En attendant, l'arc alpin ne présentera pas de candidature pour les jeux d'hiver de 2022, dont l'hôte sera annoncé en 2015 parmi les six villes candidates : Pékin, Stockholm, Oslo, Cracovie, Lviv (Ukraine) et Almaty (Kazakhstan).

LEÏLA SHAHSHAHANI

La ville hôte doit garantir l'enneigement de ses sites, à grand renfort de canons et retenues collinaires.



© SAMMLUNG GESELLSCHAFT FÜR ÖKOLOGISCHE FORSCHUNG/AXEL DOERING